

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2596. – **COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES**

AVENANT N° 9 DU 28 NOVEMBRE 2007

RELATIF AUX SOINS DE SANTÉ

NOR : *ASET0850111M*

IDCC : *2596*

Entre :

La fédération nationale de la coiffure française ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure FO ;

La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération du commerce et des services CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant fait suite à l'engagement pris à l'article 16 de l'avenant n° 4 en date du 10 juillet 2006 d'étudier la possibilité de renforcer la mutualisation du régime « soins de santé » en rendant obligatoire l'adhésion de toutes les entreprises, quelles que soient leurs situations antérieures, aux organismes désignés à l'annexe II dudit avenant.

Après s'être réunis le 27 juin 2006 en comité de gestion, puis le 5 juillet 2006 en commission mixte paritaire, les partenaires sociaux ont jugé que l'élargissement de cette mutualisation étant favorable à la pérennité du régime, la migration des adhésions vers les organismes désignés sera obligatoire dans les conditions ci-après.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les 2^e et 3^e alinéas du paragraphe 2 de l'article 16 de l'avenant n° 4 sont annulés et remplacés par le texte suivant :

« Les entreprises entrant dans le champ d'application tel que défini à l'article 1^{er} du présent avenant doivent rejoindre l'organisme co-désigné tel que défini à l'annexe II, et ce quelles que soient leurs situations antérieures, à la date d'effet correspondant à la date de résiliation de leurs éventuels contrats en cours. »

Les entreprises disposent des options prévues en supplément du régime de base conventionnel pour maintenir un éventuel niveau de garanties antérieur supérieur.

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le lendemain de la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel*, son application par les entreprises entrant dans le champ d'application devant se faire à la première échéance de leurs éventuels contrats antérieurs, dans le respect du délai de résiliation.

Article 3

Dépôt et adhésion

Article 3.1

Dépôt

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposées auprès de la direction des relations du travail et du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Article 3.2

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative, sur le plan national, non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les parties signataires.

Fait à Paris, le 28 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)